

Affaires Lepaon : il est temps de chasser les bureaucrates !

***Pour un congrès extraordinaire et démocratique de la CGT
Pour chasser les bureaucrates,
Pour rompre avec le gouvernement et
Pour mobiliser en masse les travailleur-euse-s***

Lepaon : un ami des patrons et un bureaucrate sans scrupule

Les révélations se sont succédées sur les faveurs (auto-)accordées à Lepaon. Cela a commencé avec des travaux de plus de 100 000 € dans l'appartement loué par la CGT pour lui. Puis la rénovation de son bureau « class business » pour 60 000 €. Et enfin, plus grave encore, une « indemnité de départ » qu'il a touché en 2013, pour avoir changé d'employeur.... passant de la CGT de Normandie et à la CGT de Montreuil ! Lepaon reconnaît 30 000 €, mais la somme pourrait avoisiner les 100 000 €, 100 830 selon Le Parisien¹. Toutes ces révélations écœurent à juste titre les militants, mais cela est vraisemblablement la partie immergée de l'iceberg. Des questions se posent sur d'éventuelles surfacturations et sur des transactions financières douteuses. Derrière Lepaon, il y a un fonctionnement au minimum trouble, au pire mafieux. Et Le Paon semble prêt à balancer des dossiers si on le vire, ce qui semble être sa dernière carte pour tenter de s'accrocher à son poste : faire peur à ses copains bureaucrates.

Mais Lepaon n'est pas seulement un bureaucrate sans scrupule qui cherche à s'en mettre plein les poches. C'est aussi un lâche qui se défait de toutes ses responsabilités sur son trésorier. C'est aussi et surtout un ami de longue date des patrons. Dans une autre vie, il a bénéficié des largesses du patronat de Moulinex, qui voulait affaiblir une section CFDT combative. Lepaon affichait son mépris des salariés et avait pris l'habitude de sabler le champagne dans le local syndical avec le patron de Moulinex². Drôle de mœurs qui n'ont pas empêché l'appareil de la CGT de le propulser à la tête de la plus grande confédération syndicale !

Si la direction confédérale de la CGT avait déjà par le passé trahi bien des luttes et si elle avait déjà sous Thibault accompagné de plus en plus ouvertement la politique des gouvernements successifs (Jospin, Chirac, Sarkozy), au lieu de la combattre, Le Paon a encore tenté de lui faire franchir un cap dans la collaboration de classe. Non content de poursuivre la politique de dialogue social de Thibault et de prendre aucune initiative significative contre les attaques patronales et gouvernementales, **Lepaon s'est ouvertement assis sur les principes fondamentaux de la CGT : l'antagonisme entre les intérêts des travailleurs et ceux des patrons**, et donc la nécessité de la lutte des classes pour faire avancer les droits des travailleurs. Il a ainsi expliqué :

Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés – là encore, je regrette que les actionnaires fassent figures d'éternels absents – et ces deux populations doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté³

Il ne fait qu'explicitement ce qu'il pratique allègrement, notamment en participant à un groupe d'échange informel, « Quadrilatère »⁴, où patrons, « syndicalistes », et journalistes renforcent leurs liens de confiance et d'amitié.

Ce type de propos est une insulte à tous les syndiqués qui paient leur cotisation pour que leur syndicat les aide à combattre leur patron, à les protéger de l'arbitraire patronal. Lepaon est donc un personnage abject dont il faut se débarrasser de toute urgence... mais il n'est que le symptôme d'un mal plus profond qui ronge la CGT : la bureaucratisation et le renoncement à combattre les plans patronaux.

La transformation de la CGT en rouage du dialogue social

Contrairement à beaucoup de vieux militants CGT, nous ne sommes pas nostalgiques de la CGT de Séguy ou

1 Cf. <http://www.leparisien.fr/economie/affaire-lepaon-les-questions-qui-agitent-la-cgt-14-12-2014-4372933.php>

2 Cf. http://www.lepoint.fr/societe/les-premiers-faux-pas-de-thierry-lepaon-en-normandie-03-12-2014-1886584_23.php

3 Cf. <http://www.lenouveleconomiste.fr/thierry-lepaon-cgt-pour-que-le-consensus-emerge-il-doit-y-avoir-affrontement-21597/>

4 Cf. http://www.liberation.fr/economie/2012/10/04/cgt-heritage-societe-secrete-et-patronat_851012

Frachon. N'oublions pas qu'en 1968, les directions de la CGT et du PCF ont mis tout en œuvre pour faire cesser la grève générale et pour sauver le régime. N'oublions pas non plus que la direction de la confédération a utilisé toutes ses forces pour contenir les puissantes mobilisations ouvrières contre la politique du gouvernement d'union de la gauche PS-PCF à partir de 1981 (fermeture de la sidérurgie et de nombreuses usines, politique de « rigueur », etc.). Depuis que les syndicats existent, la bourgeoisie n'a eu de cesse de chercher à intégrer le syndicalisme en accordant des privilèges à une couche de dirigeants bien choisis pour qu'ils empêchent ou trahissent les mobilisations des travailleurs. Mais il est indéniable qu'ils y ont été bien aidés par la dégénérescence bureaucratique qui n'a eu de cesse de s'accroître depuis les années 1980 et le reflux de la lutte de classes.

En 1999, malgré l'opposition de nombreux adhérents et structures, la CGT adhère à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) qui n'est pas un syndicat, mais un rouage de l'Union européenne au service de la bourgeoisie et de ses traités.

En 2003, malgré la grève reconductible très puissante des enseignants, malgré la déferlante de millions de travailleurs lors des journées d'action, malgré les nombreux appels pour que les directions confédérales organisent et appellent à la grève générale, la direction de la CGT n'a pas cédé à la pression des grévistes. Elle est venue à bout de la combativité des travailleurs en les épuisant par des journées d'action à répétition qui ne bloquaient pas l'économie. En particulier, la direction de la CGT a pesé de tout son poids pour casser les grèves reconductibles qui s'engageaient à la RATP et à la SNCF et dont l'extension aurait eu un poids décisif. Le gouvernement Chirac-Raffarin lui doit une fière chandelle et une victoire décisive contre les travailleurs.

En 2005, l'éminence grise de Thibault, le numéro 2 Le Duigou⁵, plaide dans un livre⁶ pour un nouveau syndicalisme subordonnant les revendications des travailleurs aux impératifs patronaux : « *Il n'est pas question d'ignorer la contrainte de compétitivité des entreprises* ». Dans un contexte de crise, cela signifie accepter l'austérité salariale et les licenciements, et discuter simplement de l'accompagnement. C'est la logique de la « sécurité sociale professionnelle » introduite par Le Duigou dans la CGT au début des années 2000, et inspirée de la « sécurité emploi formation » de Boccara (économiste du PCF). Au nom de la modernité et la mise en avant de « droits nouveaux », il s'agit d'accompagner les plans de licenciement, ce qui désarme et ringardise les travailleurs qui s'y opposent. Mettre en avant des « droits nouveaux » pour mieux cacher le renoncement à défendre des « droits anciens », héritage des luttes ouvrières menées par nos aînés.

En 2009, alors que les plans de licenciements se succédaient, les Goodyear et les Continental portaient haut les couleurs du syndicalisme de lutte. La direction confédérale de la CGT s'est acharnée à isoler ces luttes, et c'est le moment où Xavier Mathieu a caractérisé Thibault de « racaille » au service du patronat. Alors que la colère montait dans le pays, les bureaucrates se sont mobilisés... pour évacuer toute perspective de grève générale. Maurad Rhabi, bras droit de Thibault, déclarait dans Le Parisien du 25-26 juillet 2009 : « *Il n'y aura pas de grève générale. Le grand soir, c'est dans les livres* » et Mohamed Oussedik, un autre bureaucrate de la CGT, affirmait que la généralisation des luttes est contraire à l'intérêt des salariés !

En 2010, la grève de l'automne contre la réforme des retraites a été un remake de celle de 2003, avec les travailleurs des raffineries (à la place des enseignants) à la pointe du combat. Comme en 2003, les directions syndicales ont épuisé le mouvement avec des journées d'action dispersées et ont organisé l'isolement des secteurs les plus avancés, sur lesquels s'acharnaient les médias du système. La défaite de 2010 a pesé ensuite très lourd, accentuant la démoralisation et le désespoir.

Depuis, la direction de la CGT accompagne l'ensemble des contre-réformes. Elle se plonge avec délice dans le dialogue social, désormais inscrit dans la loi depuis 2007⁷, qui « oblige » le gouvernement à une « concertation préalable avec les partenaires sociaux » avant toute réforme, sauf cas d'urgence. On assiste ainsi régulièrement à des pièces de théâtre qui permettent au gouvernement de montrer sa grande capacité d'écoute des desiderata de chacun.

Dernier épisode en date : **le projet de loi Macron**, qui vise à démembrer le code du travail en s'attaquant à

5 Juste avant sa retraite et après avoir été permanent pendant des années, Le Duigou a bénéficié d'un « parachute doré » : il a été promu en 2008 « conservateur des hypothèques », ce qui lui a permis de toucher 9 000 € net par mois et la retraite afférente ensuite. Comme quoi un certain type de « syndicalisme » permet des carrières phénoménales. L'Etat bourgeois sait reconnaître ses serviteurs loyaux...

6 *Demain le changement. Manifeste pour un nouveau syndicalisme*

7 Loi du 31 janvier 2007 de modernisation du dialogue social : cf. <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000273405&dateTexte=&categorieLien=id>

l'inspection du travail, au travail du dimanche, à faciliter les licenciements, et de façon plus générale à faire sauter toute réglementation qui entrave le pouvoir patronal. Au lieu de ruer dans les brancards et de préparer un plan de mobilisation, la direction de la CGT continue servilement à collaborer. Elle s'apprête même prête à lâcher sur l'obligation d'élire des délégués du personnel dans les entreprises de 11 à 50 salariés dans la négociation sur les seuils sociaux !

Dans le même temps, elle continue son travail de sape des organisations de base de la CGT pour mieux affermir son contrôle. Dans la ligne de mire : les Unions locales, structures militantes auxquelles peuvent se rattacher les militants isolés et notamment les salariés des PME. Leur découragement est immense et le rôle des UL est irremplaçable, même si celles-ci doivent se regrouper, si nécessaire, pour éviter de devenir des coquilles vides.

Pour la démission collective de la direction confédérale et un congrès extraordinaire démocratique rapide afin de redonner la parole aux militants

Nous appuyons les prises de positions syndicales qui se multiplient contre une solution bureaucratique au sommet pour continuer comme avant, en liquidant simplement Lepaon. Des grandes fédérations (UGFF, services public, santé) réclament la tête de Lepaon et la mise en place d'une direction collégiale pour refermer le couvercle et continuer comme avant.

Mais les bouches doivent au contraire s'ouvrir pour tout remettre à plat. Cette crise permet d'étaler au grand jour la dégénérescence bureaucratique de la plus grande confédération syndicale. **Les réactions internes montrent que la CGT n'est pas morte comme syndicat de classe contre le patronat et le gouvernement.**

Indignés du tort immense porté au syndicalisme par ces terribles errements, c'est aux militants de discuter dans toutes les sections du fonctionnement et de l'orientation de la CGT. Nous appuyons par exemple la prise de position de la Filpac-CGT :

Nulle combinaison de couloir, nulle formule algébrique savante, nul contournement des statuts et des instances statutaires ne pourront résoudre la crise. La CGT appartient à ses syndiqués et ses syndicats, et ça, ça change tout. Si ce droit propriété collective et démocratique est respecté... Le discrédit sur l'honnêteté de la CGT vient d'en haut. Elle peut en mourir. L'urgente sortie de crise ? Assurer le fonctionnement statutaire de la démocratie syndicale, c'est-à-dire convoquer un congrès des syndicats d'où sortira une orientation de combat, et une direction mandatée pour l'appliquer, pour résister, construire et unifier. Au service des salariés⁸.

D'autres déclarations estiment également qu'un simple changement de personne ne peut suffire à refermer la crise et mettre en cause, à des degrés divers, l'orientation impulsée par la direction de la CGT depuis les années 1990, en particulier le rapprochement avec la CFDT, comme celle de la CGT Métallurgie Nord Pas de Calais, la CGT Capgemini, ou encore la pétition « Défendons la CGT », déjà très largement signée.

Mais la question décisive est le positionnement de la CGT par rapport au gouvernement et au patronat. Ainsi, la Filpac-CGT est une des seules à préciser : « *La CGT doit combattre la politique de ce gouvernement, étranger aux préoccupations des salariés* ». Elle a raison. Mais cela suppose tout d'abord de quitter toutes les instances de concertation avec le patronat et son gouvernement, car leur seule fonction est de donner la caution des syndicats aux attaques contre les salariés pour désarmer toute résistance et réussir à faire accepter l'inacceptable. Nous n'avons rien à élaborer avec Hollande, Valls et consorts. Nous n'avons qu'à les combattre et à préparer les conditions de la victoire contre leur politique, qui ne pourra être qu'une victoire contre le gouvernement lui-même et le président lui-même.

Voilà ce qui devrait être au centre de l'ordre du jour d'un congrès extraordinaire. Mais pour qu'il soit véritablement représentatif, il faut que toutes les structures de la CGT qui dénoncent à juste titre les graves dérives bureaucratiques qui éclatent au grand jour, se battent aussi pour que ce congrès soit démocratique. En effet, l'habitude, c'est le document unique, l'interdiction des textes alternatifs et la désignation des délégués par les sommets de l'appareil, qui filtre la plupart des opposants, tout en en admettant quelques-uns pour garder une apparence de démocratie. Tout au contraire, un congrès vraiment démocratique suppose l'organisation de vastes assemblées de syndiqués par structures, pouvant débattre réellement de l'orientation du syndicat et de la confédération, proposer des amendements, des motions, des textes alternatifs. Cela suppose aussi que les délégués soient élus par les syndiqués eux-mêmes regroupés lors de ces assemblées de débat, afin que le congrès réunisse les

⁸ Cf. <http://communisteslibertairescgt.over-blog.net/article-filpac-un-congres-et-une-ligne-de-combat-125198557.html>

militants de la CGT les plus actifs sur le terrain qui, au jour le jour, combattent les mauvais coups du patronat et du gouvernement et sont reconnus pour cette raison par leurs collègues de travail.

Pour la constitution d'un courant intersyndical lutte de classe et antibureaucratique !

Aujourd'hui, face aux bureaucrates de l'appareil dirigeant de la CGT, il n'y a pas de courant organisé. Il existe bien sur des équipes syndicales combattives qui contestent l'orientation actuelle, mais ces équipes ne sont pas coordonnées. Du coup, elles sont marginalisées ou broyées par l'appareil. Des centaines de militants quittent la CGT par dégoût et faute de trouver un cadre pour combattre la politique liquidatrice de la direction confédérale et de beaucoup de structures intermédiaires. C'est un immense gâchis, et les organisations d'extrême gauche portent évidemment leur part de responsabilité dans cet état de fait, car elles n'ont pris aucune initiative pour organiser et rassembler les militants lutte de classe face aux bureaucrates.

Des militants du NPA ou d'autres organisations ont par le passé essayé de construire cette opposition interne aux bureaucrates, mais ils l'ont fait sans l'aide de leur parti. Avec d'autres, des militants actuels de la Tendance Claire avaient jadis construit en 2006 le CILCA (courant intersyndical lutte de classe antibureaucratique) et avaient organisé avec d'autres collectifs les « forums du syndicalisme de classe et de masse » en 2007-2008. Puis nous avons été partie prenante d'une dynamique unitaire⁹ en soutien à la candidature Delannoy contre Thibault en 2009¹⁰. C'étaient les premiers moments du NPA, et la direction de notre parti a hélas ignoré cette opposition interne à Thibault. C'est la crainte de déplaire à la direction de la CGT qui a inspiré la politique de notre organisation. Alors que le parti critiquait (timidement) la stratégie des directions syndicales, cela a suffi à énerver Thibault et consorts. Suite à une rencontre entre des représentants de la CGT et des dirigeants du NPA, ceux-ci ont cru bon de rassurer les bureaucrates qui au printemps 2009 avaient accusé le NPA, dans la presse, de vouloir influencer sur l'orientation de la CGT : « *Le NPA a tenu à dire à la CGT que sa crainte de construction d'un courant NPA dans la CGT, était sans fondement* »¹¹ Cela a permis à Thibault de donner, dans *Le Monde*, un satisfecit au NPA : « *Autre chose est que des partis prétendent dicter ce qui doit être notre ligne de conduite syndicale. Depuis que l'on a eu une rencontre avec le NPA, il y a moins de déclarations de sa part sur ce sujet* ». Effectivement, notre parti est ensuite resté muet sur la stratégie mortifère de la CGT.

Depuis, la direction de notre parti n'a pris aucune initiative pour aider à la construction d'un courant lutte de classe intersyndical ou à l'intérieur de la CGT. Portée par aucune organisation politique significative, la dynamique autour de la candidature Delannoy - malgré toutes les limites de l'orientation qu'il incarnait -, est fatalement retombée.

Il faut que nous tirions collectivement les leçons de ces dernières années, et que nous décidions enfin de mettre le parti au service de la constitution d'un courant intersyndical lutte de classe. Car l'orientation de collaboration avec le gouvernement des principales directions syndicales provoque des remous, des tensions et des crises dans toutes les confédérations et fédérations syndicales, où de plus en plus de militants veulent que leur organisation rompe avec le gouvernement et engage la résistance, non simplement en paroles, mais en acte. Ce combat est et sera porté par la plateforme 5 lors du prochain congrès du NPA. Il ne s'agit pas de faire un « courant NPA » dans la CGT ou de court-circuiter la démocratie syndicale, mais **de prendre des initiatives pour aider au rassemblement des militants lutte de classe, pour la rupture de la CGT avec le gouvernement**. Les discours sur « il faut un nouveau mai 68 », « il faut des mobilisations puissantes » ne peuvent que paraître pour ce qu'ils sont, incantatoires et abstraits, s'ils ne sont pas accompagnés d'une politique concrète de combat organisé contre les bureaucraties syndicales qui, pour se maintenir en place dans leur bunker doré, font obstacle au « tous ensemble », au combat pour la grève générale capable de bloquer les attaques et d'ouvrir d'autres perspectives.

Gaston Lefranc

Affaires Lepaon: recension des prises de position dans CGT :
<http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=11034>

9 Avec la participation du Collectif national CGT lutte de classe, Continuer la CGT, du Front syndical de classe, du Collectif Tous Ensemble Rhône-Alpes, du Blog Où va la CGT, etc.

10 Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/utls/pdf.php?id=100>

11 Cf. <http://www.npa2009.org/content/communiqu%C3%A9-du-npa-rencontre-npa-cgt>